

Cas pratique : à vous de jouer Numéro 2
Séances des 15 et 20 décembre 2023

Modalités pour ce travail :

- Réflexion en trinôme *ou éventuellement binôme*
- Présentation écrite des solutions retenues – Dépôt Moodle
- Lundi 23 en « amphi » : corrigé et notes orales sur le vocabulaire suivant interrogation individuelle
- Barème : note de groupe sur 13 points + note individuelle sur 7 points

Présentation du contexte :

Le cas suivant vous est soumis par votre amie Lisa qui souhaite recueillir votre avis sur la situation qui se présente à elle.



Après un DUT informatique plutôt bien réussi, elle a été recrutée en CDI par l'entreprise où elle avait effectué son apprentissage, la S.A. Iruï, société française spécialisée dans la location de costumes et accessoires de cosplay (plus de 8000 clients à l'international et 96 salariés).

Afin de permettre une gestion optimale des stocks et du prêt des costumes contre caution et frais de location dans plusieurs devises, Lisa a développé en 2022 avec une autre informaticienne salariée d'IRUI, Cary, un logiciel baptisé RĪSU. C'est une initiative commune de Cary et Lisa qui ont travaillé plusieurs semaines dans le bureau qu'elles partagent, souvent pendant leurs pauses et après leurs heures de travail, sur la création de ce logiciel qui a été proposé à leur employeur, M. Warui. Ce dernier les a encouragées à ajouter la création d'un code-barres et la possibilité de le lire pour tracer plus efficacement les costumes, notamment lors de la phase de nettoyage entre deux locations.

Aujourd'hui, Lisa envisage de partir travailler en Corée et aimerait que le logiciel RĪSU soit reconnu comme étant sa propriété afin de le proposer également à son nouvel employeur coréen. Le problème est :

- que Cary dit qu'elle est aussi la créatrice du logiciel et qu'elle a elle aussi des droits dessus,
- que M. Warui affirme également que, puisque le logiciel a été créé pour IRUI, la société en est forcément l'inventeur et donc la propriétaire.

Lisa vous demande votre avis : aucun contrat n'ayant été rédigé au moment de la création de ce logiciel, doit-elle envisager un recours en justice pour faire valoir ses droits ?

Les documents annexes :

1. Une première jurisprudence, déjà étudiée en TD la semaine dernière :
<https://www.legalis.net/jurisprudences/cour-de-cassation-1ere-chambre-civile-arret-du-15-janvier-2015/>
2. Une seconde jurisprudence - Cour d'Appel de Rennes du 1^{er} juillet 2014 : (extraits choisis)

APPELANT :

Monsieur Jean Z

INTIMÉE :

Association ARRAS

Le 1^{er} avril 1985, M. J Z a été engagé au centre « Jeunes et métiers », établissement géré par l'ARASS (l'Association pour la Réalisation d'Actions Sociales Spécialisées), en qualité de chef de service éducatif à la Maison des Bruyères situé au Rheu.

(...) A compter du 1^{er} janvier 2007, M. Z était nommé directeur d'établissement. Le 18 mai 2009, l'ARASS a licencié M. M. Z pour faute grave.

M. Z exposant avoir développé à compter de l'année 1999 un logiciel basé sur une application du logiciel EXCEL permettant d'optimiser la gestion du temps de travail des salariés a par courrier recommandé en date du 23 avril 2010, mis en demeure l'ARASS de cesser d'utiliser son logiciel et de l'indemniser pour le travail effectué.

L'ARASS ayant refusé de faire droit à ses demandes c'est dans ces circonstances que M. Z a fait assigner l'ARASS aux fins d'obtenir la reconnaissance de ses droits sur l'oeuvre et faire sanctionner la contrefaçon dont il se dit victime.

Par jugement contradictoire du 11 mai 2011, le tribunal de grande instance de Rennes a :

- ✓ Dit que l'ARASS est titulaire des droits patrimoniaux sur le logiciel de gestion des temps travaillés créés par M. Z
- ✓ Débouté M. Z de sa demande de dommages et intérêts au titre de la contrefaçon commise
- ✓ Débouté M. Z de sa demande de dommages et intérêts au titre de la violation de son droit moral
- ✓ Condamné l'association ARRAS à payer à M. Z la somme de 9000 € au titre de l'indemnité forfaitaire de cession du logiciel. (...)
- ✓ Condamné l'association ARRAS aux dépens.

Monsieur Z a interjeté appel de cette décision. (...) L'appelant demande à la cour de :

Vu les articles L111-1 et suivants, L131-4 et suivants, et L335-3 du code de la propriété intellectuelle,

- ✓ Infirmer le jugement dont appel,
- ✓ Dire et juger que M. Z est titulaire des droits d'auteur sur le logiciel,

A titre principal :

- ✓ Dire et juger que l'utilisation du logiciel par l'ARASS est constitutive d'une contrefaçon aux droits d'auteur de M. Z ;
- ✓ Condamner l'association ARASS à payer à M. Z à titre de dommages et intérêts pour la contrefaçon commise la somme de 100.000 euros.

A titre subsidiaire :

- ✓ Reconnaître le droit à M. Z d'obtenir une indemnité proportionnelle pour l'exploitation de son logiciel;
- ✓ En conséquence, condamner l'association ARASS à payer à M. Z la somme de 80.000 € à titre de rémunération;
- ✓ En tout état de cause :
- ✓ Dire et juger que l'ARASS a violé le droit moral de M. Z ;
- ✓ En conséquence, condamner l'association l'ARASS à payer à M. Z la somme de 5.000 € de dommages et intérêts pour violation de son droit moral;
- ✓ Interdire à l'ARASS de reproduire et utiliser le logiciel et ce sous astreinte de 1.000 euros par jour de retard et par infraction constatée à compter de la signification de la décision à intervenir.

(...)

L'intimé demande à la cour de :

- ✓ Débouter Monsieur J Z de son appel
- ✓ Confirmer le jugement en ce qu'il a jugé que l'ARASS est titulaire des droits patrimoniaux sur le logiciel litigieux et en conséquence a débouté Monsieur Z de ses demandes de dommages intérêts au titre de la prétendue contrefaçon et au titre de la violation alléguée de son droit moral. (...)

MOTIFS

Il apparaît que dès l'origine M. Z a agi dans le cadre de ses fonctions professionnelles et avec les moyens en personnel de l'employeur qui seuls lui ont permis de poursuivre la mise au point d'un 'outil' de gestion du personnel.

(...)

Il résulte du compte rendu du conseil de direction du 25 mai 2007 qu'il était encore nécessaire de travailler au développement d'une fonctionnalité améliorant la lisibilité des fiches horaires et que M. Z continuerait ce travail avec son collègue M. C, l'expérimentation du système. (...)

M. Z n'a pas mis au point seul et sans l'aide des moyens de l'employeur un logiciel. Il n'a pu le développer et le finaliser que grâce aux moyens en personnel et en fourniture de données de l'employeur et sous les instructions de l'employeur. (...) La conception du logiciel a été faite par M. Z dans l'exercice de ses fonctions, est rattachable à ses fonctions. (...)

Il résulte de l'ensemble de ces éléments que les droits patrimoniaux sur le logiciel ont été dévolus à son employeur par application de l'article L113-9 du code de la propriété intellectuelle, lequel, ne peut se voir reprocher quelque contrefaçon que ce soit. Il convient de confirmer le jugement en ce qu'il a débouté M. Z de sa demande au titre de la

contrefaçon, de sa demande d'indemnité proportionnelle pour l'exploitation du logiciel et de sa demande d'interdiction d'utilisation du logiciel.

Par ailleurs, alors que l'ARASS était titulaire des droits patrimoniaux du logiciel, le tribunal ne pouvait considérer de façon contradictoire que M. Z aurait cédé ceux-ci à l'ARASS, justifiant ainsi l'allocation à celui-ci de la somme de 9000 €.

M. Z ne produit au demeurant au débat aucun élément permettant de conclure qu'une cession du logiciel aurait été consenti à l'ARRAS, que ce soit à titre onéreux, ou à titre gratuit.

Il convient en conséquence d'infirmier le jugement en ce qu'il a condamné l'ARASS à verser à M. Z une somme de 9000 € au titre de l'indemnité forfaitaire de cession du logiciel.

(...)

PAR CES MOTIFS,

LA COUR :

- ✓ Confirme le jugement déféré, sauf en ce qu'il a condamné l'Association ARRASS à payer à Monsieur Z la somme de 9000 € au titre de l'indemnité forfaitaire de cession du logiciel,

Statuant de nouveau,

- ✓ **Déboute M. Z de sa demande** d'indemnité forfaitaire de cession du logiciel (...).

3. Les articles L113-2 et L.113-9 du Code de la propriété intellectuelle

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039279818/

Les questions préalables (sur 2.) à traiter pour aider votre amie : 8 points

1. Quelles étapes du parcours judiciaire ont été franchies lorsque cette décision est rendue ?
2. Quelle est la question de droit (*ou le problème de droit*) ici posée ?
3. Pourquoi est-il fait référence au code de la propriété intellectuelle dans cette décision ?
4. Repérer dans ces extraits de décision de justice les deux éléments qui composent le droit d'auteur
5. Quelle est la décision de la juridiction ?
6. Sur quoi repose cette décision ?
7. Existe-t-il un recours à cette décision ?
8. Expliquer les parties de la décision en vert

Autres questions préalables (sur 3.) à traiter pour aider votre amie : 2 points

9. L'article L.113-9 du Code de la propriété intellectuelle peut-il être utilisé dans le cas de Lisa ?
10. L'article L.113-2 du Code de la propriété intellectuelle peut-il être utilisé dans le cas de Lisa ?

La réponse au problème posé par votre amie : 3 points

Conseillez-vous à Lisa de recourir à la justice dans le cas de ce litige ?

Pourquoi ? => votre justification doit reposer d'une part sur la jurisprudence et d'autre part sur la législation

Chaque étudiant du groupe doit prendre la parole lors de la présentation du travail le 20 décembre.

NB : D'autres questions vous seront posées à l'oral et participeront à la note individuelle. 7 points